

## Lettre ouverte de la FFMC à Monsieur le Premier Ministre Edouard Philippe

Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre,

Nous avons l'honneur de ne pas vous demander audience.

A quoi bon ? Dès avant le 9 janvier, votre décision était prise. Sans tenir compte ni même seulement entendre en séance plénière du Conseil national de sécurité routière (CNSR) les associations qui comme la nôtre travaillent d'arrache-pied, au prix de grands sacrifices de leurs bénévoles, pour faire en sorte que les usagers comprennent et s'approprient les enjeux de sécurité routière. Non, vous, vous avez décidé, avant des échanges qui pourtant auraient pu éclairer votre démarche : nous avons fait des recherches : avant votre nomination, la sécurité routière au niveau où nous la pratiquons vous était étrangère. Par ailleurs, elle était totalement absente du programme du Président Macron, à part pour en dire qu'il était opposé à la mise en œuvre généralisée des 80 km/h...

Devons-nous en conclure que vous jugez n'avoir rien à apprendre des spécialistes que nous sommes ? Le son de cloche des actuaires de la DSR vous suffit ? Puisque vous n'entendez pas toutes les parties prenantes, vous décidez, vous tranchez... Vous êtes le 1<sup>er</sup> Ministre. Mais vous donnez votre avis personnel sur le sujet : l'avis d'Edouard Philippe... Pas nous monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre. Nous, nous portons la voix de nos adhérents et bien au-delà, celle du Mouvement motard FFMC qui s'appuie sur bientôt 40 années de travail assidu dans tous les domaines qui touchent aux deux-roues motorisés. Nous portons la voix de milliers de motards et scootéristes que la politique de sécurité routière pratiquée par vos services tue chaque jour sans rime ni raison. Si les propositions faites par la FFMC depuis des dizaines d'années avaient été mises en œuvre, nous n'en serions pas là à ce jour. Nous le savons et mieux, nous le prouvons : nous avons pallié les manquements des Pouvoirs publics en créant nous-mêmes les outils de notre propre sauvegarde. A notre échelle ? Non, nous avons fait plus grand que nous : nous avons créé une Mutuelle d'Assurance, une maison d'Édition, une association de formation qui gère un réseau de moto écoles éthiques, une association d'éducation populaire pour les jeunes, notre programme pour la jeunesse a obtenu l'agrément de l'Éducation nationale, nos militants interviennent en milieu scolaire pour sensibiliser... Nous ne faisons pas que nous opposer ou réclamer monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre, nous mettons en œuvre, nous ne sommes pas les agités du casque que certains veulent faire accroire. Nous sommes la Fédération Française des Motards en Colère.

Nous avons sollicité Madame Royale en son temps, Monsieur Hulot dernièrement, sans retour aucun. Le mépris. Le mépris des classes dites dirigeantes pour leurs administrés. Ce mépris exprimé car ressenti également par les élus de la République, y compris ceux de vos propres rangs, car eux non plus vous ne les avez pas consultés. Alors que nous, si. Certains nous soutiennent, le savez-vous ?

# FFMC

Fédération Française des Motards en Colère

Nous leur avons écrit et parlé. Et ils nous ont entendus. Mais pas vous. Pourtant nous en sommes persuadés, il nous faut échanger. La FFMC n'est pas opposée aux 80 km/h par un principe benêt d'opposition systématique. Ce sont 37 années de réflexion, d'actions et de recherches qui l'ont amenée là. La politique de sécurité routière répressive pratiquée par vos services est mauvaise pour la cause même qu'elle prétend servir ! Et tout particulièrement pour les usagers fragiles dont nous faisons partie. Nous le savons ! Nous le vivons tous les jours sur le terrain !

Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre, vous voulez sauver des vies ? Nous, nous en sauvons. Voulez-vous savoir comment ? Voulez-vous entendre ce que nous avons à dire ? Voulez-vous écouter nos propositions, qui font nos revendications ?

La balle est dans votre camp : dans l'attente de l'écoute que vous, Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre, nous refusez comme vous refusez d'écouter les élus de la République, députés, sénateurs, présidents de conseils départementaux, maires et surtout, la grande majorité des citoyens de notre pays, dans l'attente de cette concertation qui n'existe que dans les éléments de langage de votre gouvernement, nous nous ferons entendre par les derniers moyens d'expression que vous nous laissez : la rue.

Pour la Fédération Française des Motards en Colère,

Pour le Bureau national,

Fabien Delrot, coordinateur.

Mouvement FFMC :

La FFMC est membre de la

